

# Informations Rapides

## ■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 1<sup>er</sup> trimestre 2017

### À la fin du premier trimestre 2017, la dette publique s'établit à 98,9 % du PIB

**Avertissements :** La dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule variation de la dette sur une période ne permet pas de déduire le déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et des passifs exclus du périmètre de la dette de Maastricht ainsi que du mode de valorisation de la dette nominale. En outre, le déficit public trimestriel publié par l'Insee est corrigé des variations saisonnières et de l'effet des jours ouvrables, ce qui n'est pas le cas de la dette trimestrielle.

#### La dette publique augmente de 62,3 Md€ par rapport au trimestre précédent

À la fin du premier trimestre 2017, la dette publique de Maastricht s'établit à 2 209,6 Md€, en hausse de 62,3 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), elle augmente de 2,6 points par rapport au quatrième trimestre 2016, à 98,9 %. La dette publique nette augmente plus modérément (+24,8 Md€).

#### Les dettes de l'État et des administrations de sécurité sociale augmentent

Au premier trimestre 2017, la contribution de l'État à la dette croît de 49,5 Md€. Cette hausse provient pour l'essentiel de la dette négociable à long terme (+39,5 Md€) et de celle à court terme (+13,7 Md€). Au contraire, les dépôts des correspondants au Trésor diminuent de 3,6 Md€. Les crédits au passif de l'État diminuent légèrement (-0,1 Md€).

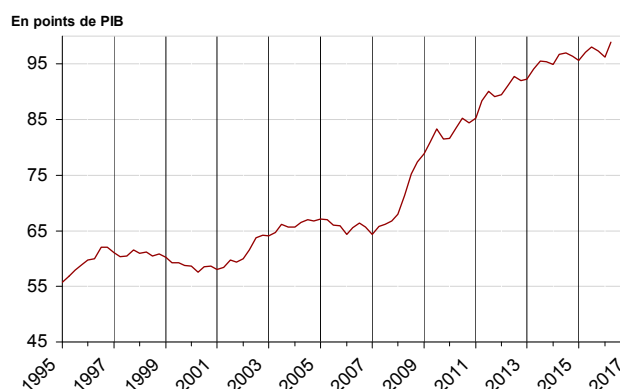
La contribution des administrations de sécurité sociale (Asso) à la dette augmente également (+15,0 Md€), du fait de l'Acoss (+10,6 Md€), de l'Unedic (+3,0 Md€), de la Cades (+1,6 Md€) et de la Cnam (+0,2 Md€). Au contraire, les hôpitaux publics se désendettent à hauteur de 0,3 Md€.

#### Les dettes des administrations publiques locales et des organismes divers d'administration centrale diminuent

Au premier trimestre 2017, la contribution des administrations publiques locales (Apl) à la dette diminue de 1,2 Md€ : les communes se désendettent de 0,8 Md€, les départements de 0,7 Md€ et les syndicats de 0,1 Md€. Au contraire, l'endettement des régions augmente de 0,4 Md€.

La contribution des Odac à la dette diminue elle aussi (-1,0 Md€) du fait de la Caisse nationale des autoroutes (CNA).

#### Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (\*)



#### La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2016T1	2016T2	2016T3	2016T4	2017T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>2139,5</b>	<b>2171,2</b>	<b>2161,0</b>	<b>2147,2</b>	<b>2209,6</b>
en point de PIB (*)	97,1%	98,1%	97,4%	96,3%	98,9%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1694,7	1724,5	1722,2	1709,9	1759,4
Organismes divers d'adm. centrale	19,5	18,7	17,2	12,7	11,7
Administrations publiques locales	194,3	194,7	193,1	199,6	198,4
Administrations de sécurité sociale	231,0	233,3	228,5	225,0	240,1
dont, par instrument :					
Dépôts	36,7	37,3	38,1	36,5	32,8
Titres négociables	1812,5	1843,9	1836,6	1817,3	1887,7
court terme	188,5	194,5	180,3	168,0	195,8
long terme	1623,9	1649,3	1656,3	1649,4	1691,9
Crédits	290,4	290,1	286,3	293,5	289,2
court terme	13,8	15,0	12,6	13,3	12,2
long terme	276,6	275,1	273,8	280,2	276,9

Source : Comptes nationaux base 2010 - Insee, DGFIP, Banque de France

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

## Au premier trimestre 2017, la dette publique nette augmente de 24,8 Md€

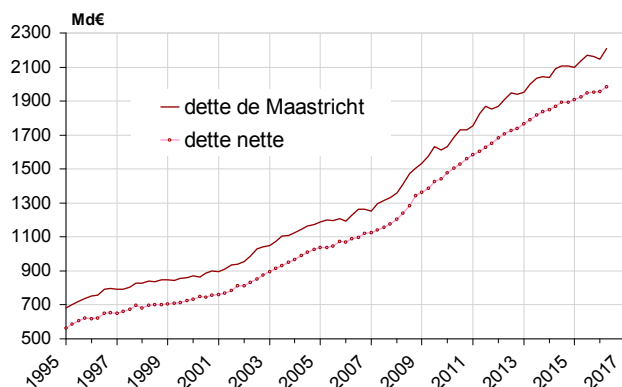
À la fin du premier trimestre 2017, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 981,7 Md€, soit 88,7 % du PIB (contre 87,8 % au trimestre précédent), en hausse de 24,8 Md€. L'écart de 37,5 Md€ avec la variation de la dette brute traduit principalement de fortes hausses des trésoreries de l'État (+32,3 Md€), des Asso (+5,2 Md€) et des Odac (+0,7 Md€). Par ailleurs, l'État et les Apul prêtent respectivement 0,4 Md€ et 0,2 Md€ à des unités hors des administrations publiques. Enfin, la CNA se fait rembourser 1,3 Md€ de prêts.

### La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en milliards d'euros)

	2016T1	2016T2	2016T3	2016T4	2017T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1924,9</b>	<b>1949,8</b>	<b>1953,3</b>	<b>1956,9</b>	<b>1981,7</b>
dont :					
État	1571,8	1592,2	1601,4	1607,9	1624,8
Organismes divers d'adm. centrale	2,5	3,4	3,0	-1,5	-1,9
Administrations publiques locales	182,1	182,5	180,8	187,4	186,1
Administrations de sécurité sociale	168,5	171,6	168,1	162,9	172,7

### Dette au sens de Maastricht et dette nette



## La valeur globale des détentions en actions cotées et en titres d'OPC croît

Au premier trimestre 2017, la valeur totale des actions cotées et des titres d'organismes de placement collectif (OPC) détenus par les administrations publiques (APU) augmente de 4,4 Md€ pour atteindre 224,7 Md€.

La hausse des cours de la Bourse entraîne un gain de valorisation des actions cotées détenues par les Asso (+0,6 Md€). Au contraire, les détentions en actions cotées de l'État diminuent de 1,0 Md€ : les achats de 3,0 Md€ de titres EDF et de 0,3 Md€ de titres Areva par l'État sont contrebalancés par la vente de 1,1 Md€ de titres Engie et par la baisse du cours des actions EDF. Les détentions de titres d'OPC augmentent (+4,8 Md€). Les Asso en achètent 3,9 Md€. La hausse des cours de la bourse augmente par ailleurs la valorisation des titres détenus par les APU de 1,0 Md€. À l'inverse, les Odac vendent 0,1 Md€ de titres d'OPC.

### Les actions cotées et les OPC détenues par les administrations publiques

(en milliards d'euros)

	2016T1	2016T2	2016T3	2016T4	2017T1
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>210,1</b>	<b>203,3</b>	<b>214,7</b>	<b>220,3</b>	<b>224,7</b>
dont :					
État	56,8	52,8	57,5	55,4	54,4
Organismes divers d'adm. centrale	28,7	27,7	29,3	32,1	32,0
Administrations publiques locales	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Administrations de sécurité sociale	124,5	122,7	127,7	132,5	138,2

### Actions cotées et titres d'OPC détenus par les APU



#### Pour en savoir plus :

- Au dernier trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le **PIB annuel en données brutes**. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du **PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO)** sur les quatre derniers trimestres connus.

- Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées, etc.) sont disponibles sur la page web de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&theme=30&conjoncture=63>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette\\_m.pdf](http://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Dette_m.pdf)
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/102770522>
- Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : <https://twitter.com/InseeFr>
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)

Prochaine publication : le 29 septembre 2017 à 8h45